

Conférence de presse de début d'année du 3 janvier 2024

## **Sans revenu suffisant, pas d'avenir**

*Discours d'Anne Challandes, présidente de l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales  
(le discours prononcé fait foi)*

En novembre dernier, la station de recherche agricole Agroscope a publié les chiffres sur le revenu dans l'agriculture. Bien que la plupart des exploitations aient obtenu de meilleures récoltes en 2022 que sous les pluies de l'année précédente, ledit revenu s'est inscrit en baisse. Une unité de main-d'œuvre familiale n'était alors plus rémunérée que 56 100 francs par an, soit 6,3 % de moins qu'en 2021. La région des collines a été frappée par un recul supérieur à 10 %. Du point de vue économique, la région de montagne est de plus en plus délaissée : dans cette zone, une unité de main-d'œuvre familiale travaillant à 100 % ne gagnait plus que 40 100 francs par an. Personne ne peut vivre d'un tel revenu. Un membre de la famille au moins doit exercer une autre activité en dehors de l'agriculture pour dégager un salaire supplémentaire. Quoique l'Office fédéral de la statistique table sur une légère augmentation du revenu sectoriel en 2023, cette hausse ne suffira même pas à compenser l'inflation. En d'autres termes, le pouvoir d'achat des exploitations agricoles continuera de se réduire. Cette évolution m'inquiète beaucoup : là où manque un revenu, il manque la durabilité non seulement économique, mais aussi sociale.

L'article 5 de la loi sur l'agriculture prévoit que les exploitations remplissant les critères de durabilité et de performance économique doivent pouvoir réaliser un revenu comparable à celui de la population active de la même région. Dans le cas contraire, le Conseil fédéral doit prendre des mesures. Or, c'est tout l'opposé que celui-ci a fait l'an passé. Pour combler le déficit de la Confédération, il s'apprêtait à couper dans le budget agricole. Dans les autres groupes de dépenses, le seul objectif consistait à freiner l'augmentation. Pourtant, les moyens alloués à l'agriculture sont restés stables depuis des décennies, alors que les exigences pour obtenir des paiements directs n'ont eu cesse d'augmenter. Lors de la session d'hiver, le Parlement a corrigé le tir au terme d'âpres négociations, toutefois sans garantie que ce mauvais jeu ne recommencera pas lors du prochain train de mesures d'économies. Ce qui m'a beaucoup dérangée, ce sont les articles des médias, selon lesquels l'agriculture recevrait plus d'argent. Ce n'est pas vrai du tout. Nous ne recevons même pas autant qu'avant. Le Parlement n'est pas parvenu à empêcher la totalité des réductions prévues.

Je le rappelle : le revenu agricole est trop faible et il est urgent de prendre les mesures nécessaires pour l'améliorer. Le Conseil fédéral devrait donc, de par la loi, mettre davantage de fonds à la disposition de l'agriculture. En parallèle, le secteur agricole souffre sur le marché. Martin Rufer reviendra plus en détail sur ce point. Pour ma part, je ne peux que m'interroger lorsqu'il nous faut constater que nous n'arrivons pas à vendre nos produits particulièrement durables et respectueux de l'environnement et des animaux, et que nous devons les écouler dans un canal conventionnel sans la plus-value correspondant à ces prestations supplémentaires. C'est précisément dans le cadre des votations sur les initiatives concernant les pesticides de synthèse, l'eau potable et l'élevage intensif qu'ont fusé les critiques à ce sujet à l'égard de l'agriculture. Toutes et tous veulent plus de durabilité, mais les ventes de ces produits stagnent et celles des produits bon marché progressent. Malgré de nouvelles technologies et de nouveaux outils, les journées de travail dans l'agriculture restent longues et pénibles. Sans un revenu équitable et une rémunération appropriée pour les prestations d'intérêt général, il n'y a pas de perspective économique pour les exploitations agricoles. Et une diminution de notre production indigène ne sert en rien non plus à l'environnement. Plus nous importons de denrées alimentaires, plus notre empreinte écologique est mauvaise.